Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains des 11-13 février 2017

n° 19314

LePetitJournal.com de Bucarest change de visage
et aura pour objectif de renforcer encore plus les liens de la communauté franco-roumaine.
En plus des rubriques phares du quotidien, la nouvelle édition proposera des nouveautés mettant l'accent sur la communauté: « Franco-Romania », « Notre Roumanie », « Découvrez Bucarest », « Escapades en Roumanie », « Conseils beauté », « Innovation et technologie », « Cap sur la culture »: des portraits de Français, de francophones, de couples franco-roumains, des chroniques inédites, des interviews avec des acteurs du monde de l'entreprise et des rencontres avec des spécialistes pour décortiquer la société roumaine…

Manifestations ne faiblissent pas en Roumanie.
Dimanche, plus de 50 000 de protestataires ont formé un immense drapeau roumain à Bucarest pour réclamer la démission du Gouvernement.

Manifestations. Après une baisse de leur intensité observée samedi, les manifestations ont repris de l'ampleur dimanche dans tout le pays. Environ 100 000 personnes, dont plus de 50 000 à Bucarest, ont manifesté à travers la Roumanie pour le treizième jour successif, scandant des slogans anticorruption et appelant à la démission du Gouvernement de Sorin Grindeanu. Ils étaient environ 14 000 à Cluj, 10 000 à Sibiu, 5 000 à Timisoara, 3 000 à Iasi, 1 500 à Brașov (*Digi 24*, *HotNews.ro*, *Agerpres*, *Agerpres*).

A Bucarest, sur la place Victoria devant le siège du Gouvernement, les manifestants ont formé le drapeau tricolore roumain (bleu, jaune, rouge) à l'aide des filtres en papier coloré, illuminé par leurs téléphones portables (*Digi 24*, *Agerpres*).

D'autre part, environ un millier de personnes ont manifesté devant le palais présidentiel pour le huitième jour consécutif pour soutenir le Gouvernement et demander la démission du Président Klaus Iohannis (*Agerpres*).

Sur ce fond, la presse évoque aujourd'hui, avec inquiétude, le danger d'une éventuelle « réactivation » de l'ordonnance d'urgence n°13 qui a engendré les manifestations. Liviu Dragnea, président de la Chambre des députés et du PSD, a en effet appelé la semaine dernière le Parlement à approuver en procédure d'urgence l'ordonnance n°14, adoptée le 5 février sous la pression de la rue, et abrogeant l'ordonnance décriée. Cependant, selon *Adevărul*, certaines dispositions de l'ordonnance n°14 pourraient s'avérer contraires à la Constitution. Le quotidien exhorte ainsi le Parlement à les corriger avant de l'approuver et adopter au plus vite une loi séparée rejetant l'ordonnance 13, afin d'éviter toute confusion autour de son « retour ». *România Liberă* tire une sonnette d'alarme quant aux intentions de la majorité parlementaire, composée du Parti social-démocrate et de l'Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE), rappelant que plusieurs membres de ces partis se sont prononcés contre l'approbation de l'ordonnance d'abrogation.

« *La législation pénale est transférée au Parlement* » titre *Evenimentul Zilei* et rapporte que le PSD voudrait faire adopter au Parlement une série de propositions de réforme de la

législation pénale, qui seront élaborées en consultation avec les associations des magistrats, ainsi qu'avec des spécialistes du Conseil de l'Europe et de la Commission de Venise. A son tour, la ministre de la Justice par intérim, Ana Birchall, a déclaré que le ministère allait lancer des consultations avec l'ensemble des acteurs afin de se mettre d'accord sur les priorités du domaine de la Justice et d'analyser les Codes pénaux. « *En tant que citoyen roumain, je ne trouve pas que ce soit à nous de décider si une décision de la Cour constitutionnelle (CCR) est obligatoire ou non. Par contre, je regrette qu'on n'ait pas harmonisé dès l'année dernière la législation en vigueur avec les décisions de la CCR* » (Agerpres).

Parti social-démocrate. Sous le titre « *Tous les hommes du président Dragnea* », *Adevărul* parle de l'influence du président du Parti social-démocrate sur les ministres du Gouvernement de Sorin Grindeanu, qui ont été ses anciens collaborateurs (Sevil Shhaideh, vice-Première ministre et ministre du Développement régionale, Carmen Dan, ministre de l'Intérieur, plusieurs secrétaires d'Etat et chefs d'institution).

D'autre part, les filiales du PSD des régions de Transylvanie ou de Moldavie, face à l'attribution des postes importants aux représentants des filiales du Sud de la Roumanie, essaient selon *Evenimentul Zilei* de constituer une « coalition » contre Liviu Dragnea.

Mihai Chirică, maire social-démocrate de la ville de Iași (région de Moldavie), est appelé par les médias « la voix la plus dissidente du sein du PSD. Dans une interview accordée à la chaîne *DIGI 24*, il a appelé hier à la tenue d'un congrès extraordinaire du PSD cette année, en estimant que le parti avait besoin d'une autre direction. « *Diriger le parti d'une main de faire n'est plus une option* », a-t-il déclaré (*Jurnalul Național*). Mihai Chirică a affirmé par ailleurs que les manifestations contre le Président étaient orchestrées par le PSD et que la position exprimée par le Président Klaus Iohannis était justifiée (*DIGI 24*)

Enseignement professionnel. Selon un rapport sur l'évolution de l'enseignement dans la municipalité de Bucarest, analysé par *România Liberă* et *Money.ro* le nombre d'élèves des écoles professionnelles a baissé de 15 fois durant les dix dernières années, ce qui explique la crise actuelle de la main d'œuvre.

Actualité roumaine dans la presse francophone

- « *Roumanie : des citoyens qui défient le pouvoir* », A Bucarest (Roumanie), la mobilisation contre la corruption se poursuit pour la treizième journée consécutive (*France 2, JT de 20H*)

- « *Roumanie : la rue mène la danse* », Nadia Daam nous parle du hashtag #RomanianProtests lancé sur les réseaux sociaux en même temps que les manifestations qui ont lieu dans les rues de Bucarest, et dans plusieurs villes de Roumanie, pour dénoncer la corruption (reportage *Arte TV*).

- « *Roumanie : la foule forme un drapeau géant pour réclamer la démission du gouvernement* » (*Le Monde*, *BFMTV*).

- « *Des dizaines de milliers de Roumains de nouveau dans la rue contre le gouvernement* » (*Europe 1*, *Le Point*)

- « *La vague de protestation contre le gouvernement roumain ne faiblit pas* » (*EuroNews*)

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Portrait de Samuel Le Torriellec, juge français de l'édition roumaine de l'émission de téléréalité culinaire *MasterChef* (*Libertatea*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie